

# RÉSISTANCE SOCIALE

## La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès

### SOMMAIRE

**p.1 et 2 : L'édito / p. 2 International / p.3 à 6 : Place au débat (Le médicament) / p.7 : Actualité sociale (construction navale- Projet Hercule) p.8 : Coup de gueule / Avez-vous remarqué ?**

### L'EDITO



La vie des Français est rythmée depuis presque un an par les exigences liées à la crise du covid... et à la manière dont le gouvernement la gère. Beaucoup sont lassés, inquiets pour ne pas dire exaspérés. Mais il n'est pas sûr que cet état d'esprit ne soit dû qu'à la crise sanitaire. Voici pratiquement 40 ans que nous vivons sous l'idéologie du libéralisme qui a reçu en ces 4 décennies divers épithètes : du libéralisme dit « social » à « l'ultra » libéralisme.

Mais, direz-vous, la gauche a, pendant cette période, occupé plusieurs fois la tête de l'Etat ! En effet, les élections se sont succédées et ont vu s'installer une forme d'alternance, une alternance partidariaire... mais ni économique et sociale ni politique. 1981 avait vu se lever un véritable espoir ; il a été rapidement déçu lorsque le gouvernement de François Mitterrand a décidé d'ouvrir une « parenthèse » qui n'a jamais été refermée, qu'on n'a jamais cherché à refermer. Dès 83, c'est le tournant de la rigueur où, comme le chante Jean Ferrat, il devient commun de penser que « *les idées archaïques ne feront qu'aggraver la crise économique* ». « Archaïques » égalent « solidaires », égalent « justes », égalent « volontaristes »... Les élections qui ont suivi ont toujours répondu au même souhait des Français : sortir les sortants. Ce n'est certes pas l'adhésion à un projet politique ; c'est cependant un signe fort que les politiques qui dirigeaient la gauche de l'époque n'ont jamais voulu voir : le rejet de la politique menée. Les Français ne se sont pas laissés abuser bien longtemps par cette gauche qui, à la fois, les abandonne et s'abandonne elle-

même : c'est la montée de l'abstention et l'apparition du FN dans le paysage électoral. Il faut dire qu'au nom de la « modernisation », on a tourné le dos aux valeurs de la gauche, pire à la gauche, à son électorat naturel, à ceux qui gagnent leur vie par leur travail, au peuple. On a mené une politique - c'est normal pour la droite, c'est incompréhensible lorsqu'on se réclame du socialisme - au service du patronat, devenu essentiellement financier.

Délocalisations, hausse du chômage, baisse des salaires, attaques contre les droits des salariés, contre la sécurité de l'emploi - présentée comme une « entrave » à l'économie -, contre la sécurité sociale - dont on oublie qu'elle n'appartient qu'aux travailleurs -, privatisations des principaux outils de production, suppression ou/et casse des services publics, appauvrissement de la fonction publique, indigence des retraites et des diverses allocations, paupérisation des moyens de l'Etat au service de l'égalité des Hommes et des territoires,... ont été la marque de lois successives. Toutes ont été contestées, ont fait l'objet de manifestations et de grèves. Toutes, cependant, ont été votées par des majorités discréditées mais aux ordres. A l'exception de l'expérience, bien courte, du Front de gauche, cette politique n'a jamais fait l'objet d'une remise en cause globale et réelle.

La pandémie est l'occasion pour ce gouvernement d'amplifier ce mouvement. De nouveau les droits des salariés sont mis en cause, amoindris ou supprimés au prétexte de la situation d'exception que nous vivons. « L'après ne sera pas comme l'avant » avait dit Macron. Bien peu sans doute avaient pu croire que cette déclaration augurait des jours meilleurs. Aujourd'hui

chacun peut voir qu'il s'agit seulement d'amplifier les ravages du libéralisme.

A un peu plus d'une année d'une élection présidentielle cruciale, il est temps d'interpeler la gauche. Aura-t-elle le courage d'inverser le cours de ces dernières décennies ? Aura-t-elle la volonté de s'opposer à la fin du système social français, héritier du programme du Conseil National de la Résistance, qui, sans instaurer le socialisme, avait fait de notre pays l'un des plus dignes de sa devise ?

Eh bien, on peut l'espérer car si la gauche française n'a pas été, ces derniers temps, des plus courageuses, elle n'est pas idiote et elle a constaté que l'opinion française, les gilets jaunes en étant le révélateur et le covid peut-être l'accélérateur, a évolué. Les nombreux collectifs de défense des services publics menacés de fermeture, les nombreuses grèves contre la délocalisation des usines et pour la préservation de

l'emploi sont la preuve qu'on ne fait plus tout avaler à notre peuple au nom du « on ne peut pas faire autrement ».

Les Français recommencent à comprendre que l'intérêt général se confond avec leurs intérêts particuliers et pas avec celui de la Finance... surtout après que les Etats - et « l'Europe » - aient sauvé les banques après la dernière crise financière alors qu'il n'y a jamais d'argent pour ceux qui vivent de leur travail. Les Français retrouvent le chemin du choix politique et veulent redécider eux-mêmes et ici ; ça s'appelle la souveraineté populaire.

Cela va être le boulot de tous les militants - y compris ceux de RESO - de le faire comprendre aux aspirants à la fonction suprême... en attendant de se débarrasser de cette constitution si peu républicaine !

**Marinette BACHE**

## SOLIDARITE INTERNATIONALE

### LA MISERE EST ELLE MOINS TRISTE AU SOLEIL ?

*Par Françoise DAL*

Dans un récent article du Monde le chercheur Thierry VIRCOULON titrait : « Le coronavirus s'est perdu dans la liste des malheurs de l'Afrique ».

La pandémie n'a fait qu'amplifier les problèmes de ce continent même si la structure démographique des pays africains a peut-être joué en leur faveur ; ces pays qui étaient en crise sociale, économique et budgétaire, s'enfoncent de plus en plus dans la misère et leur surendettement explose. La Chine y conforte ses positions prenant très largement le contrôle de leurs ressources premières.

Il fallait s'y attendre les pays les plus riches accaparent les vaccins qui ont un coût important et, de fait, les personnes à risque élevé dans les pays les plus pauvres et les plus marginalisés ne recevront pas le vaccin.

Pour le continent africain, le premier défi est avant tout financier. Sur 47 pays, seulement près du quart disposent de plans adéquats pour les ressources et le financement, l'ambition de l'Organisation Mondiale de la Santé est de vacciner 3 % des Africains d'ici mars 2021 et 20 % d'ici la fin de l'année prochaine...

Selon les estimations, l'Afrique aura besoin de 1,5 milliard de vaccins pour immuniser 60 % de son 1,3 milliard d'habitants, pour un coût qui oscille entre 5,8 et 8,2 milliards d'euros.

Alors que la course à la découverte de vaccins sûrs et efficaces contre la Covid-19 se poursuit, les pays africains se sont engagés dans l'initiative COVAX de l'OMS, qui vise à obtenir au moins 220 millions de doses de vaccin pour le continent ; cette initiative bat déjà de l'aile, car pour l'instant COVAX n'a encore distribué aucun vaccin. Alors, comme en Europe, c'est le bilatéralisme qui reprend le dessus et l'Union Africaine se débrouille de son côté en misant sur la Chine ou la Russie !

Dans ces conditions et sous toile de fond d'insécurité alimentaire et de famine, qui, hélas, ne va qu'en s'aggravant, la démocratie devient secondaire, le risque est grand que les régimes mafieux renforcent leur pouvoir à travers le détournement d'argent public déjà baptisé « coronabuisness ».

Nous sommes fortement inquiets mais lucides ; aussi ; il est urgent que nos gouvernants donnent un sens à l'universalisme, ne serait qu'en commençant par revendiquer l'effacement de la dette des pays pauvres et par la mise en œuvre de politiques de co-développement ambitieuses portées par une volonté commune européenne.

# PLACE AU DEBAT



## LE MEDICAMENT

Par Jean-Claude CHAILLEY

La problématique du médicament, du vaccin, est venue en force avec la pandémie. La science fait des prouesses. Le libéralisme accumule les fiascos, les morts –déjà plusieurs millions-, les désastres sociaux et économiques. Les populations veulent des solutions.

**Le médicament, code de la santé publique :**

« On entend par médicament toute substance ou composition présentée comme possédant des propriétés curatives ou préventives à l'égard des [maladies](#) humaines ou animales, ainsi que toute substance ou composition pouvant être utilisée chez l'homme ou chez l'animal ou pouvant leur être administrée, en vue d'établir un diagnostic médical ou de restaurer, corriger ou modifier leurs fonctions [physiologiques](#) en exerçant une action [pharmacologique](#), [immunologique](#) ou [métabolique](#).

**Le médicament au confluent d'exigences contradictoires santé <-> libéralisme :**

- **Le champ de la santé, de la Sécurité Sociale, l'accès à la prévention et aux soins pour toutes et tous dans le monde entier.**
- **La réduction des soi-disant « dépenses publique », de prévention comme de soin.**
- **Le marché mondial dominé par les Big pharma qui n'ont que le profit comme objectif.**

## LE MARCHE DU MEDICAMENT

**Le médicament a pour but de soigner, mais pour les Big pharma c'est un « marché ».**

**Le chiffre d'affaires mondial 2019 de l'industrie pharmaceutique dépasse 1100 Md \$ dont 47,5 % aux Etats Unis, l'Europe ne représentant que 23 % avant Brexit, comme L'Asie Pacifique.**

**En 2019 les 10 premières Big Pharma, dont 6 des Etats Unis, sont :**

Johnson & Johnson USA, Novartis CH, Roche CH, Pfizer USA, Merck USA, Abbvie USA, SANOFI F, GlaxoSmithKline GSK UK, BMS USA, Lilly USA. Les fonds spéculatifs comme **BlackRock** au capital de Sanofi, de Johnson & Johnson, ... sont en mesure d'influencer leur stratégie.

**En France l'industrie pharmaceutique a un chiffre d'affaires de 60 milliards, moitié à l'exportation.**

2018 : 129 300 salariés dans la branche en 2010, 127 000 en 2016 ; 57 % de femmes.

**L'industrie de médicament est encore la 4<sup>ème</sup> exportatrice (hors défense) avec un excédent commercial de 9,7 milliards, mais en recul rapide.** Sa part du marché mondial a reculé de 2,2 points en 10 ans.

**Pas de surconsommation de médicaments en France :**

La France est 8<sup>ème</sup> de l'OCDE en médicaments, remboursés ou non.

**En moyenne les médicaments sont remboursés à 82 %. -> Si le médicament est utile, il devrait être remboursé à 100 % par la Sécurité sociale.** S'il n'est pas utile – et non déclassé pour faire des économies – Il ne devrait pas pouvoir être vendu car le marketing laisse croire qu'il est utile.

## LES SPECIFICITES ET MUTATIONS DE L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

**Mondialisation libérale et financiarisation de l'industrie pharmaceutique.**

- **Les Big pharma sont là pour faire des profits à « 2 chiffres », pour distribuer un maximum de dividendes, cf. Sanofi : 4 milliards de dividendes.**
- **Le processus de R & D, Recherche et Développement, dure plus d'une dizaine d'années.**

- **La probabilité de succès est faible : 1 molécule sur 10 000, qui revient à 1 ou 2 milliards.**
- **Le marché étant mondial, l'OMC régule les brevets du monde entier** (voir ci-dessous).
- **Mutation technologique** : on est passé de la chimie à la prédominance **des biotechnologies**, suite à la découverte de l'ADN et de l'ARN, cf. BioNTech- Pfizer,...
- **La mondialisation libérale entraîne comme dans toutes les industries la sous-traitance, les chaînes de production mondiales, notamment vers les pays à bas salaire.**
- **La volonté de limiter les coûts entraîne la montée en puissance des génériques, la concurrence des génériqueurs, eux aussi dans les pays à bas coût.**

Quelques conséquences :

Cet ensemble de mutations rapides génère de nombreux bouleversements :

- **Des changements de stratégie des Big pharma : concentration, fermetures, fusions,-acquisitions, spécialisations, externalisations, ...**

### **Pourquoi la France est sans vaccin ; la stratégie de Sanofi** (Thierry Bodin, SG CGT Sanofi)

« Sanofi dépense aux alentours de 15% du C.A. en R&D contre environ 18 à 20% pour les autres groupes pharmaceutiques. **Nous sommes passés en recherche pharma de 6350 salariés en CDI en 2008 en France dans Sanofi à 3400 aujourd'hui et moins de 3000 fin 2022, et de 11 sites à 4 aujourd'hui et 3 demain. En fait Sanofi externalise massivement les risques de recherche et récupère des start-ups et biotechs issus de la recherche publique (surtout US) les projets quand ils présentent un potentiel intérêt ».**

- **Pression** – qui explique les réformes de l'université et de la recherche - **pour faire travailler la recherche publique à leur profit.** Recherche confiée aux start-up, avec leurs multiples sources de financement, public, PPP, capital-risque,... Situation aggravée en France par la faiblesse du budget de la recherche publique, les chercheurs étant payés à 63 % du salaire moyen de l'OCDE et quittant la France.

- **Les ruptures de stock atteignent un niveau alarmant.**

Les chaînes mondiales sont régies par le « juste à temps » pour réduire les coûts. Toute perturbation entraîne un risque de rupture de stock.

- **Risque sanitaire.**

Le contrôle de la qualité est rendu beaucoup plus difficile.

- **Contrefaçon**

La contrefaçon est un fléau mondial qui se monte à 10 % du chiffre d'affaires mondial.

**Les prix des médicaments remboursés sont négociés par le CEPS**, Comité Economique des Produits de Santé, composé de représentants de la sécurité sociale, de l'industrie pharmaceutique et de l'Etat. Le LEEM, le patronat des industries du médicament fait force lobbying.

### **Délocalisations et profit.**

Interview du PDG de Sanofi : on lui reproche de délocaliser. Il dit **c'est de la faute de la Sécurité sociale** (qui pourtant lui assure son chiffre d'affaires en France et une bonne partie des dividendes). **Ses tarifs sont trop bas, donc on réduit les coûts.** On lui demande s'il veut relocaliser. Il répond : pas d'objection mais à condition de compenser l'augmentation des coûts.

Cette réponse peut scandaliser mais c'est la loi des multinationales. S'il avait accepté une baisse des profits, des dividendes, il aurait été viré, je l'ai vu, dans l'heure.

### **Pourquoi la prévention a-t-elle été sacrifiée ?**

**Le monde entier savait qu'il y aurait une pandémie un jour ou l'autre.** Dès l'an 2000 quatre coronavirus étaient connus comme transmissibles à l'homme, suivis de plusieurs épidémies. L'OMS, La CIA, Bill Gates, le sommet de Dubaï,... n'ont cessé d'avertir, en vain.

- ▶ **Budgets publics sacrifiés** : au nom du tout privé, de l'équilibre des budgets, les Etats ont fait des « économies » qui coutent des milliers de milliards.

A 63 reprises entre 2011 et 2018 la Commission européenne a recommandé aux États membres de privatiser certains pans du secteur de la santé ou réduire les dépenses en matière de santé.

► **Big pharma** : personne ne peut prévoir quand la pandémie aura lieu, ni quelle forme elle prendra. La probabilité de rentabilité étant trop faible ....

**OMS** : « *Si on laisse faire le marché, les nouveaux antibiotiques (\*) dont nous avons le besoin le plus urgent ne seront pas mis au point à temps* ».

## **LES BREVETS, les DPI, Droits de propriété Intellectuelle, sont des MONOPOLES.**

▪ **Le principe du brevet** – il y en a partout - **c'est le monopole** pour une durée déterminée et un territoire déterminé. **Le brevet est fait pour ne pas être public** (D'où les licences Creative commons comme Wikipedia : une licence est nécessaire pour ne pas marchandiser ! ).

▪ **Le brevet est lié à la privatisation, à la marchandisation** : si une entreprise qui dépense des milliards en recherche voyait le fruit de ses recherches utilisé par des concurrents qui n'en font pas, **elle abandonnerait toute recherche. Il faut donc avoir des alternatives.**

▪ **Durée des brevets** : **20 ans pour le médicament**, avec ajustements pour tenir compte qu'il faut parfois 10 ans entre le brevet et la mise sur le marché.

Les brevets, les ADPIC -Aspects sur les Droits de Propriété Intellectuelle qui touchent au Commerce de l'OMC -sont cadrés par l'OMC, l'Organisation Mondiale du Commerce depuis 1994. Ce sont des monopoles mondiaux.

Cependant l'article 31 permet « en cas d'urgence » d'imposer des licences d'office. La législation française le permet aussi, de même que la réquisition, mais avec compensations financières. On est dans l'exception rémunérée, le « profit sur la pandémie ».

## **LES AXES DE COMBAT POUR VACCINER MASSIVEMENT**

Pour éviter l'effondrement de l'économie en 2008 comme maintenant, la BCE, les banques centrales, les Etats, sont allègrement sortis des traités. Il faut faire pareil pour les vaccins, par réquisition de l'ensemble de la chaîne.

De nombreuses pétitions sont en cours dont :

► **L'ICE Rigt2cure / Pas de profit sur la pandémie.**

L'ICE, Initiative Citoyenne Européenne, est le **référendum** européen du traité de Lisbonne.

- Pour être accepté il doit se situer dans le cadre de législation européenne, ce qui est le cas : **l'ICE demande à l'UE de compléter l'action des Etats membres**, ce qu'elle ne peut qu'accepter.

- **L'ICE doit recueillir au moins un million de signatures dans au moins un quart des États membres de l'Union**, dans l'année suivant la confirmation de l'enregistrement de la proposition par la Commission. Nombre minimum de signatures par État : nombre de députés au Parlement européen x 750.

- Extraits : « **Une entreprise privée ne devrait pas avoir le pouvoir de décider qui a accès aux traitements ou aux vaccins et à quel prix. Les brevets confèrent à une seule entreprise le contrôle monopolistique des produits pharmaceutiques essentiels** » ; « **transparence** » ; « **argent public, contrôle public** » ; « **aucun profit sur la pandémie** »

► **En cas de succès d'une ICE, l'UE n'est nullement tenue d'obtempérer.**

**Et d'ailleurs à ce jour elle refuse** et confie à Thierry Breton la « task force » de continuer de négocier de juteux contrats avec les Big pharma dans la plus totale opacité.

**Attention danger !** La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, entend surfer sur sa mission sur les vaccins pour l'étendre à toute la santé : **elle revendique « l'achèvement du marché intérieur européen de la santé », c'est-à-dire la mise en concurrence et privatisation généralisée des systèmes de santé.**

- Extraits: « Brevets sur les vaccins: stop ! »; Tous les vaccins autorisés doivent devenir "biens communs" de l'humanité ! » « Réquisition des entreprises pour la production des vaccins et des traitements anti-covid! » ; « Contrôle citoyen sur les accords, brevets, essais cliniques, pharmacovigilance, pour des vaccins sûrs et bien testés !

## LES PROPOSITIONS EN DEBAT, le POLE PUBLIC DU MEDICAMENT

Il existe 2 propositions de loi, du PCF et de la FI

- **PCF**, extraits: « Les failles du marché du médicament : recherche privatisée, pénuries de médicaments et progression des prix »... » ; **Exigence d'une maîtrise publique sur l'ensemble de la chaîne** » ; « La **législation internationale** en matière de propriété intellectuelle et industrielle appliquée aux médicaments, doit être révisée sur la base de la primauté de la santé publique » ;

« il est nécessaire de disposer en premier lieu d'outils de recherche en matière de médicament comme de dispositifs médicaux afin de **ne pas dépendre uniquement de l'initiative privée**. Il est également indispensable de pouvoir s'appuyer sur un **pôle public de production** sur le territoire national permettant de répondre aux besoins de santé et d'éviter les pénuries, mais aussi de **peser sur le marché du médicament pour en assainir les pratiques**

- **LFI**, extraits: « Les laboratoires privés : le profit plutôt que l'intérêt général ; « **Une utilisation dévoyée des outils de la propriété intellectuelle** » ; « **élargissement du dispositif existant de la licence d'office trop peu utilisé**, qui permet au Ministre de la Santé de demander une suspension des droits attachés à la propriété intellectuelle d'un dispositif de santé. »

« Acter la création d'un **pôle public du médicament**, qui sera un établissements public scientifique et technique, qui aura vocation à s'assurer de l'approvisionnement de la France en matière de dispositifs médicaux. Lui seront immédiatement dédiés les 6 milliards consacré chaque année au crédit d'impôt recherche ».

► **En débat: doit-on ou non sortir le médicament du privé lucratif par une forme de nationalisation, socialisation, - à préciser- ou créer un pôle public du médicament à côté des Sanofi, Novartis, et autres Big Pharma ?**

**L'ESPOIR** : les prouesses de la science, des vaccins, en un temps record.

**LES LIMITES** : ça a été possible car les Big pharma y ont vu un immense marché et ont reçu de l'argent public. Pfizer à lui seul engrange déjà 4 ou 5 milliards de profit.

**La domination des multinationales, les coupes dans la recherche publique, freinent énormément les recherches scientifiques et l'accès aux médicaments, aux soins.**

**La mise à disposition du vaccin est très lente dans les pays « riches », quasi nulle dans les pays pauvres.**

**« LA SANTE N'EST PAS UNE MARCHANDISE ! »**

**La Convergence services publics organise une visioconférence :  
POLE PUBLIC DU MEDICAMENT, le 5 mars 18H30**

## ACTUALITE SOCIALE

### Construction navale : à quand la nationalisation totale ?

*Par Emilie HENAFF*

Après des années d'atermoiements, le gouvernement a enfin dû se rendre à l'évidence: la fusion des chantiers navals de Saint-Nazaire avec la société italienne Ficantieri n'était pas possible sans des risques graves pour la construction navale française dans son ensemble et son savoir-faire. Le projet est donc abandonné. Pour autant les chantiers navals, dont l'Etat détient 84 % ont besoin de fonds malgré le fait que le carnet de commandes est plein. La solution la plus logique, d'ailleurs réclamée par les syndicats, serait évidemment une nationalisation totale accompagnée de moyens supplémentaires.



# ACTUALITE SOCIALE



## STOP AU PROJET HERCULE

*Résistance sociale est membre du collectif des signataires de cet appel.*

**Les organisations signataires de ce communiqué s'opposent au projet destructeur « Hercule » de scission du groupe EDF en 3 entités.**

Le projet « Hercule », inspiré par des banques d'affaires, ne s'inscrit absolument pas dans une logique d'intérêt général mais dans une logique strictement financière.

Logique initiée avec la déréglementation imposée par l'Union européenne et conduite par les gouvernements successifs : la facture des usagers a flambé, les investissements nécessaires sur l'outil productif ne sont plus assurés, la péréquation tarifaire est menacée alors que c'est un élément essentiel à notre démocratie. Nous exigeons que soit effectué le bilan financier, humain, écologique des directives de déréglementation du secteur de l'énergie.

**A l'unisson de l'ensemble des fédérations du secteur de l'énergie et des personnels du groupe EDF, ainsi que de plusieurs confédérations, nous demandons au Président de la République de renoncer au projet « Hercule ».**

**Puisque l'avenir énergétique du pays est intimement lié à celui d'EDF, il nous paraît indispensable que son avenir et sa mobilisation au service des enjeux énergétiques et climatiques du pays fassent l'objet d'un véritable débat social et démocratique avec l'ensemble des citoyens : que l'on soit usager, salarié du secteur ou élu, l'énergie est notre bien commun !**

Toutes et tous doivent se mobiliser avec l'ensemble des organisations associatives, syndicales et politiques (aux niveaux national et local) pour la défense et le développement du service public et la promotion de ses valeurs.

**Toutes et tous ont vocation à converger pour se mobiliser dans le cadre collectif créé ce jour : le Collectif national « Pour un véritable service public de l'énergie ! ».**

Ce collectif a vocation à sensibiliser et mobiliser les usagers, les élus et les salariés du secteur en vue d'établir de fortes convergences.

La nécessaire transition énergétique et l'accès à tous de l'énergie, imposent de structurer les services d'efficacité et de performances énergétiques permettant de gérer collectivement nos ressources dans le seul souci de l'intérêt général et de la réponse aux besoins de nos concitoyens.

**Le débat public, que nous demandons a vocation à dépasser le seul cadre du groupe EDF et à intégrer l'ensemble des filières du secteur de l'énergie, au-delà de la seule électricité, en vue de jeter les bases d'un véritable grand service public de l'énergie.**

**Un service public de l'énergie répondant, notamment :**

- aux besoins de l'ensemble des usagers, en premier lieu les plus précaires, et des territoires, y compris les plus fragilisés ; le droit à l'énergie, droit fondamental et essentiel, doit devenir pleinement effectif pour toutes et tous, partout ; l'égalité de traitement des usagers, la péréquation tarifaire et la tarification réglementée doivent être pérennisées.
- aux défis de la précarité énergétique qui touche près de 5,5 millions de ménages (3 500 000 ménages déclarent souffrir du froid dans leur logement),
- aux besoins d'investissements considérables de l'indispensable transition énergétique et écologique,
- à la nécessité d'un développement durable : assurer notre indépendance énergétique, consolider et développer un modèle énergétique pilotable et respectueux de l'environnement, diversifier nos sources d'énergie en investissant dans la recherche et le déploiement d'énergies renouvelables, répondre aux enjeux du réchauffement climatique,
- aux attentes légitimes des personnels du secteur de l'énergie en matière de conditions de travail et d'exigence de qualité du service rendu aux usagers.

**Pour atteindre ces objectifs, il faut renoncer aux politiques strictement financières de libéralisation et de privatisation mais, au contraire, faire le choix d'une maîtrise publique complète du secteur de l'énergie.**

## COUP DE GUEULE

### "Travaille, consomme, et ferme ta gueule".

Par Fabien NONY

Comme d'habitude depuis le début de la pandémie, le gouvernement tergiverse à n'en plus finir, lance des ballons d'essai, prépare le terrain. Mais maintenant, tout le monde a compris malgré leurs agaçantes minauderies. On ne coupera pas à un troisième confinement à très brève échéance. Le périmètre et la durée de nos déplacements vont de nouveau se restreindre drastiquement. Retour du bracelet électronique pour tous ! (NDLR : sur ce sujet le gouvernement a reculé après l'écriture de ce texte). Pour le reste, cela ne changera pas fondamentalement notre vie.

Car le gouvernement nous cantonne déjà au triptyque "travaille, consomme, et ferme ta gueule". Tous ses choix s'y ramènent. Et c'est bien là le problème. Le terrible traitement de défaveur du monde de la culture, sur lequel le gouvernement s'acharne avec une folle obstination, en est le meilleur exemple. Les décisions du pouvoir montrent qu'il est totalement dépassé et incapable de faire face. Et quand elles ont un sens, elles ne sont pas liées au seul souci de contenir l'épidémie sans trop ruiner le pays ni désespérer les Français. Il s'agit d'en profiter pour faire place nette au monde du numérique et aux grands prédateurs qui s'y ébattent.

Mais il y a une dimension plus profonde, purement idéologique, et qui vient de loin. "L'esprit de jouissance l'a emporté sur l'esprit de sacrifice". Derrière les intonations travaillées du comédien amateur de l'Elysée, on croirait entendre le chevrottement de l'abject vieillard. Et au-delà, l'état d'esprit d'une certaine droite, qui, depuis le Front Populaire, n'a jamais digéré l'avènement progressif et partiel de l'époque du temps libre. Depuis, ils n'ont eu de cesse de le réduire, de le marchandiser, et de le souiller. Leurs réformes punitives ne servent pas qu'à enrichir directement ou indirectement leurs amis. Elle préparent aussi une société où tout doit être rentable, intéressé, et productif.

Je suis "covidolucide", reconnaissant la gravité de la pandémie et la nécessité de mesures strictes pour y faire face. Les emballements des covidosceptiques se gavant de vidéo You Tube de charlatans démagos, complotistes et autres "anti vax" me navrent. Mais je comprends somme toute le désarroi et la perte de repères de ces gens. Ceux qui leur farcissent la tête de dangereuses sottises pourraient avoir la partie moins facile. Il suffirait au gouvernement d'être un peu moins inefficace... et de renoncer à nous arracher au passage le moindre morceau de liberté et de joie.

## AVEZ-VOUS REMARQUE ?

### La victoire d'une pétition soutenue par Réso : « 3919 », le marché public enfin annulé !!

*Solidarité Femmes* et son réseau accomplissent depuis 30 ans un travail remarquable au plus près des femmes et des enfants victimes de violences. Le gouvernement a essayé de transformer le soutien financier qu'il versait jusqu'à présent au 3919 en un marché public ouvert à la concurrence. C'était mettre entre les mains du privé un service d'écoute, de soutien psychologique, de conseils, de premières informations juridiques et sociales indispensable, pertinent et efficace.

La pétition lancée par *Solidarité Femmes* a été soutenue par de nombreuses associations mais également par des élus et a regroupé 66045 signatures avant d'être stoppée, le gouvernement ayant déclaré sans suite la procédure de marché public lancé en décembre 2020

## VOUS AUSSI, ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !

<p>Le bulletin Résistance Sociale est une publication de RESO, association loi 1901 <b>Siège social :</b> 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS Tel : 06 33 82 05 15 <b>Site Internet :</b> <a href="http://www.resistancesociale.fr">www.resistancesociale.fr</a> Courriel : <a href="mailto:webmaster@resistancesociale.fr">webmaster@resistancesociale.fr</a> Présidente de RESO et directrice de la publication : <b>Marinette BACHE</b></p>	<p>NOM ..... PRENOM : .....</p> <p>ADRESSE : .....</p> <p>TEL : ..... Portable : .....</p> <p>E-mail : .....</p> <p><input type="checkbox"/> J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros <input type="checkbox"/> Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros <b>À retourner à : RESO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS</b> (chèque à l'ordre de Résistance Sociale)</p>
--	--